

Unité Départementale de l' Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le 19 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GHM (GRANDES HUILIERIES DU MIDI)

BP 3098
34500 Béziers

Références : UD34/H1/2023-188
Code AIOT : 0006600901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement GHM (GRANDES HUILIERIES DU MIDI) implanté Rue Paul Langevin BP 3098 34500 Béziers. L'inspection a été annoncée le 08/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GHM (GRANDES HUILIERIES DU MIDI)
- Rue Paul Langevin BP 3098 34500 Béziers
- Code AIOT : 0006600901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une unité d'extraction d'huile à partir de graines de tournesol et de pépins de raisin.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : sécheresse, sobriété énergétique, équipement sous pression, produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) donnée(s) | Proposition de suites à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 1 | Fiche de données de sécurité | Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5 | / | Lettre de suite préfectorale | 15 jours |
| 6 | Réduction en sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | / | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 7 | Rapportage en sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | / | Lettre de suite préfectorale | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|---|-------------------|
| 2 | Etiquetage des produits chimiques | Règlement européen du 18/12/2006, article 17 | / | Sans objet |
| 3 | Equipements sous pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III | / | Sans objet |
| 4 | Prélèvement d'eau | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 | / | Sans objet |
| 5 | Exemption de réduction en cas de sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 | / | Sans objet |
| 8 | Sobriété énergétique | Arrêté Préfectoral du 24/06/2010, article 2.1.2 | / | Sans objet |
| 9 | Modification des installations | Code de l'environnement du 01/08/2011, article R.181-46-II. | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

3 non-conformités ont été relevées : les produits dangereux doivent être mis sur rétention, la consommation d'eau doit être réduite en période de sécheresse et elle doit être déclarée hebdomadairement sur le site dédié.

Il est proposé de permettre la modification du site sollicitée (ajout d'un silo dédié aux graines bio).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5 |
| Thème(s) : Produits chimiques, REACH |
| Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises. |
| Constats : Pour tout nouveau produit référencé l'exploitant indique récupérer la FDS auprès du fournisseur, l'analyser et mettre en œuvre ses préconisations. Par sondage contrôle dans l'atelier de préparation des pellets de pépin d'une cuve de 1000 litres de "microsure ACH", pour lequel la FDS est disponible mais le stockage n'est pas réalisé sur rétention alors qu'il s'agit d'un liquide dangereux pour l'environnement. |
| Observations : La cuve de "microsure ACH" doit être stockée sur rétention. L'exploitant doit s'assurer que des dispositifs de rétention sont mis en œuvre pour les produits liquides dangereux. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 17 |
| Thème(s) : Produits chimiques, REACH |
| Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence. |
| Constats : Vu par sondage la présence d'un étiquetage lisible et en français sur un GRV de "microsure ACH". |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Équipements sous pression

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III |
| Thème(s) : Risques accidentels, Recensement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. |
| Constats : L'exploitant dispose d'une liste à jour des 9 équipements sous pression et des dossiers techniques pour chaque équipement conformément au I, II et III de l'article 6. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Prélèvement d'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement eau |
| Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. II. - Au sens du présent arrêté, on entend par : - prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eau de pluie en vue de sa réutilisation selon les dispositions de l'arrêté du 21 août 2008 susvisé et de l'eau issue des matières premières ; - consommation d'eau : le volume d'eau prélevé, tel que défini ci-dessus, duquel est soustrait le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau. Pour le présent arrêté, le prélèvement dans le réseau d'adduction (eau potable) n'est pas considéré comme étant effectué dans la même masse d'eau que le rejet. Dans le cas où, au sein d'une même masse d'eau, le volume rejeté est supérieur au prélèvement d'eau, la consommation d'eau est considérée comme nulle ; - eaux de processus recyclées : eaux qui ont été utilisées au cours d'une étape du processus industriel d'une installation, collectées directement après cette étape pour une réutilisation dans le processus industriel de cette même installation, avec ou sans nécessité d'un traitement préalable ; |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - eaux issues des matières premières : eaux étant à l'origine un constituant d'une matière première, qui en ont été extraites au cours d'une étape du processus industriel d'une installation, pour être réutilisées au cours du processus industriel de cette même installation, avec ou sans nécessité d'un traitement préalable ; - eaux réutilisées : désignent les eaux issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées ; - eaux usées : l'ensemble des effluents et autres rejets liquides générés par une installation mentionnée au I. Elles sont notamment constituées des eaux issues du processus industriel du site, des opérations de nettoyage des locaux et des équipements, ainsi que des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées ; - eaux usées traitées recyclées : les eaux usées issues d'une installation impropres à la consommation humaine, traitées en vue de leur réutilisation au sein de cette même installation ; - masse d'eau : une partie distincte et significative d'eau superficielle ou souterraine, d'origine naturelle ou artificielle, à laquelle est associée un classement selon les dispositions de l'arrêté du 12 janvier 2010 susvisé ; - matière première d'origine agricole périssable : toute matière première d'origine agricole qui peut devenir dangereuse, notamment du fait de son instabilité microbiologique, lorsque la température de conservation n'est pas maîtrisée ; - période de sécheresse : période durant laquelle est applicable un arrêté de restriction instaurant un niveau de gravité (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) mentionné à l'article R. 211-66 du code de l'environnement à l'échelle d'une zone d'alerte telle que définie à l'article R. 211-67 du code de l'environnement. <p>III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La consommation d'eau annuelle, exclusivement de l'eau de ville, est de l'ordre de 35 000 m³ par an. Les installations de GHM sont concernées par les dispositions de l'arrêté ministériel visé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 5 : Exemption de réduction en cas de sécheresse

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement eau</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de |

| |
|---|
| <p>médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les pépins de raisins et tourteaux de tournesol ne sont pas considérés comme des matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais. Les installations de GHM sont concernées par les dispositions de l'arrêté ministériel visé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 6 : Réduction en sécheresse

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement eau</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'avait pas identifié l'obligation de réduire sa consommation d'eau.</p> <p>En 2023, l'exploitant a augmenté le nombre de compteurs divisionnaires mis en œuvre de 3 à 10, afin de suivre la consommation d'eau spécifique de chaque installation et pouvoir engager des actions de réduction.</p> |

| |
|--|
| <p>Les principales unités consommatrice d'eau sont la chaudière (40%) et la tour aéroréfrigérante (40%).</p> <p>L'exploitant indique réalisé à présent un bilan hebdomadaire sur ses 2 principaux pôles de consommation d'eau et sur les consommations résiduelles.</p> <p>L'exploitant indique s'être fixé un objectif de consommation journalière de 115 m³/j et une consommation spécifique de 0,5 m³ par tonne travaillée à l'extraction.</p> <p>L'exploitant a transmis un plan d'action de réduction de ses consommations. Le cumul des actions serait supérieur à 20% de la consommation.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit compléter le plan d'action transmis pour justifier des échéances d'atteinte des réductions de la consommation spécifique plus particulièrement en crise. L'échéance de mise en œuvre du recyclage des eaux perdues doit être précisée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 7 : Rapportage en sécheresse

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement eau</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne saisit pas hebdomadairement ses consommations dans le site dédié en période de crise ou d'alerte renforcée.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>En situation de crise ou d'alerte renforcée (cf https://herault.adm-occitanie.fr/restreau/) l'exploitant doit déclarer hebdomadairement ses consommations d'eau : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> |
| <p>Proposition de délais : 15 jours</p> |

N° 8 : Sobriété énergétique

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2010, article 2.1.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Sobriété</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une organisation et des moyens garantissant le respect des prescriptions édictées par le présent arrêté et plus généralement celui des intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement susvisé.</p> <p>Les mesures de gestion des aspects environnementaux du site sont adaptées en tant que de besoin de façon à mettre en œuvre une démarche de progrès documentée. Ce système de gestion environnemental inclut les thèmes suivants :</p> <p>a) Orientations de la direction définies annuellement dans une politique environnementale</p> <p>b) Planification des objectifs à atteindre et des actions à mettre en place sur le site : identification</p> |

des actions, moyens à mettre en œuvre, responsable du suivi, échéancier...

- c) Mise en œuvre et suivi du plan d'actions
- d) Bilan semestriel de l'état d'avancement du plan d'actions : compte-rendus...
- e) Management du retour d'expérience

Parmi les objectifs environnementaux du site, figurent les points suivants :

1. Toutes les mesures de prévention appropriées sont prises contre les pollutions, notamment en ayant recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) telles que définies par l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. En particulier la référence à la documentation européenne des MTD visée au point 12 de l'annexe 2 est recherchée (BREFs de branche ou BREFs génériques).
2. Aucune pollution importante ne doit être causée dans les différents milieux récepteurs des substances émises par le site.
3. La production de déchets est évitée ; à défaut, ceux-ci sont valorisés ou, lorsque cela est impossible techniquement et économiquement, ils sont éliminés en évitant ou en réduisant leur impact sur l'environnement.
4. L'énergie est utilisée de manière efficace.
5. Les mesures nécessaires sont prises afin de prévenir les accidents et de limiter leurs conséquences.
6. Les mesures nécessaires sont prises lors de la cessation définitive des activités afin d'éviter tout risque de pollution et afin de remettre le site de l'exploitation dans un état satisfaisant.

Les compte-rendus des bilans de l'état d'avancement du plan d'actions sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

3 utilités principales sont employées sur le site : électricité (5,5 GWh/an), le gaz (17 GWh/an) et l'eau (35 000 m³/an).

Le site dispose de 3 modes de fonctionnement distinct : extraction pépin ou extraction tournesol ou double pression (froid /chaud) pépin/tournesol.

80 % de l'activité est réalisée par l'extraction de pépins de raisins provenant de distilleries du Bordelais, de Charente, d'Occitanie et de Champagne Ardenne.

Comme il vient de le mettre en œuvre pour l'eau (cf autre fiche de constat du présent rapport), l'exploitant précise qu'il va mettre en œuvre des indicateurs hebdomadaires des consommations de gaz et d'électricité, ainsi que des plans d'action de réduction des consommations articulé notamment autour d'un pilotage optimisé des différentes étapes du procédé.

80% de l'électricité est utilisé par les différentes convoyeurs.

Le gaz est utilisé à hauteur de 17 GWh/an dans la chaudière pour la production de vapeur utilisé dans la distillation et le cuiseur. Dans le cadre du projet d'augmentation de ses capacités de production (cf autre fiche de constat du présent rapport), l'exploitant indique avoir le projet de mettre en œuvre une chaudière biomasse en remplacement total de la chaudière gaz existante (cette dernière serait conservée en secours).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2011, article R.181-46-II.

Thème(s) : Situation administrative, Modification

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de

| |
|---|
| l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier électronique du 3 octobre 2023 un porter à connaissance pour l'ajout d'une fosse de réception et d'un silo dédiés aux graines de tournesol biologiques et un transfert par convoyeur capotés en lieu et place des chargeurs motorisés. Le dossier propose un classement de la modification en un changement notable des éléments initiaux du dossier d'autorisation, mais non substantiel. Une participation du public n'est pas requise.</p> <p>Le dossier décrivant les modifications sollicitées et les dangers et impacts associés doit être précisé sur les points suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Description de la gestion des eaux pluviales dont le rejet relève du régime déclaration de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau (surface comprise entre 1 et 20 ha) 2. A défaut de la modélisation d'un feu couvant lié à une fermentation des graines, justifier des mesures mises en œuvre en toute circonstance pour écarter un tel scénario d'accident. <p>L'exploitant précise avoir deux projets complémentaires :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Installation d'un nouveau silo vertical de stockage de pépins de raisin. L'impact sur le classement ICPE doit être précisé pour apprécier la procédure d'instruction et le dossier requis pour un tel dossier. Le cumul des modifications réalisées depuis la dernière enquête publique doit être pris en compte. 2. Augmentation de capacité à 550 t/jour, soit une valeur supérieure au seuil IED de la rubrique 3642 et impliquant un dossier de demande d'autorisation environnementale et une évaluation environnementale (https://www.ecologie.gouv.fr/lautorisation-environnementale). Suivant les délais de parution de la loi industrie verte, ce dossier pourrait bénéficier de délai d'instruction réduit au lieu des 9 mois actuellement en vigueur. Des réunions amonts au dépôt du dossier avec la DREAL sont fortement recommandées. <p>Observations :</p> <p>Par courriel du 18 octobre l'exploitant a transmis les compléments attendus relatifs au porter à connaissance déposé le 3 octobre 2023 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La surface imperméabilisée est portée à 3,6 ha et ne change pas le classement du site. Le tiers de la fosse de 40 000 m³ est maintenue vide en permanence et suffit à tamponner les eaux collectées. 2. Le scénario a été modélisé avec le modèle du radiateur plan en considérant de manière très majorante une surface en feu à l'intérieur du silo équivalente à 7,6m par 7,6m. Les zones d'effet calculées (3 kW à 17m, 5 kW à 12m et 8 kW à 10m) sont nettement à l'intérieur du site et enveloppées largement par le scénario d'explosion du silo présenté dans le PAC. <p>Après analyse, l'inspection des installations classées valide le caractère non substantiel de la modification apportée au site. En effet, au vu des articles R.181-46 et R.122-2, les évolutions envisagées n'entraînent pas la réalisation d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2, n'atteignent pas les seuils quantitatifs des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, et n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Il est proposé de permettre la mise en œuvre de ces modifications notables non substantielles.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |